

Le politique a-t-il occulté le débat du vivre ensemble ?

Off the record, plusieurs d'entre eux le reconnaissent : le débat du « vivre ensemble », ayant trait aux valeurs communes, à l'intégration, a longtemps été occulté par les politiques. « On n'a pas mis des mots sur les choses », dit l'un.

Olivier Chastel, président du MR, reconnaît cette occultation « à des degrés divers » et admet qu'« à certains égards, on n'a probablement pas pris suffisamment conscience d'un certain nombre de dérives ». Mais c'est pour assurer dans la foulée, qu'« au MR, on n'a pas de difficulté à aborder ce débat : ces quatre, cinq dernières années, Daniel Bacquelaine a d'ailleurs animé un groupe politique pour évoquer le vivre ensemble, la multiculturalité et la manière dont on envisage les droits et les devoirs à travers la multiculturalité. Si certains ont des tabous, il faut les lever, car aujourd'hui il faut prendre un certain nombre de dispositions, en matière de prévention, d'intégration et de répression. Il faut mener le débat, sans retomber dans les caricatures ou les non-dits. Malheureusement, il a fallu ce genre d'événement pour ouvrir un peu plus les yeux, plus personne ne peut nier l'évidence. »

Désormais, on l'affirme donc plus haut, on ose le dire plus fort, comme nous le dit Benoît Lutgen, président du CDH : « Rien ne peut se placer au-dessus du socle de valeurs fondamentales, de liberté d'expression, de liberté tout court. Aucune religion, aucune croyance. Ce socle est non négociable. Ceux qui le

contestent sont en dehors de la société ». Mais : « *Pas d'amalgame : ces actes abominables n'ont très clairement rien à voir avec la religion musulmane.* »

Reste qu'aborder ce débat du vivre ensemble, de l'intégration, c'est s'attaquer à une montagne – sans parler des risques de dérapages et de récupérations extrémistes. Car ce débat touche à bien des aspects de la politique : l'enseignement et la formation, les questions de discrimination à l'embauche ou au logement, la cohésion sociale, les questions de justice et de police, de la place de la religion... Et ce, dans une période où les moyens manquent pour être affectés à ces politiques.

Tous les partis, en tout cas, le disent : il faut travailler à la fois sur les volets préventif et répressif, en amont et en aval, « *l'un ne va pas sans l'autre* ». Ils veulent agir ensemble contre le radicalisme. Une occasion : le 28 janvier, le premier comité de concertation entre le fédéral et les Régions. Mais, comme le relève Benoît Lutgen, le politique n'est pas le seul à devoir s'emparer de ce débat : « *La presse ou les autorités religieuses sont aussi concernées. Si seul le monde politique seul s'en empare, ce débat sera un échec.* »

A ce propos, Olivier Deleuze, secrétaire fédéral d'Ecolo, met en garde : « *La droite dira que la gauche est laxiste, la gauche que la droite est répressive ? Allez ! On connaît ! On ne va quand même pas se refiler la patate chaude, on dépasse ça s'il vous plaît !* » Car, « *sur les deux tableaux, prévention et sécurité, d'une égale importance, il faut prendre un nouveau départ* ».

Il y a un avant et un après Charlie ? Elio Di Rupo (PS) le croit lui aussi, et ne minimise pas le devoir sécuritaire : « *C'est un traumatisme qui nous stupéfie, ça va nous hanter très longtemps. Ils s'en sont pris à des femmes et des hommes qui donnaient à la liberté d'expression tout son sens ; les organes de presse sont des piliers de nos démocraties. Nos sociétés doivent être d'une fermeté absolue contre les auteurs de tels actes. Ils cherchent à diviser les gens, à détruire le vivre ensemble. Nous devons mobiliser les moyens nécessaires pour les mettre hors d'état de nuire* ». ■

DAVID COPPI

MARTINE DUBUISSON

LE CONSTAT ET LES PROJETS DES QUATRE GRANDS PARTIS FRANCOPHONES

**Olivier Chastel :**
« Il faut en faire davantage »

Le MR l'admet : *« Il faut en faire davantage en termes de prévention, d'intégration, de vigilance à l'égard de toutes les discriminations et de répression »*, selon les propos du président Olivier Chastel. Même s'il *« ne faut pas faire d'amalgame entre musulmans et islamistes »*. Sur le plan de la prévention, le MR défend un cours de philosophie ou d'éducation à la citoyenneté à l'école, où l'on évoquerait *« les idées, les concepts, les valeurs de la démocratie »*, *« pour donner à tous les enfants les éléments de connaissance de base des différentes religions, philosophies, croyances »*. En matière d'intégration, le MR estime que les mesures socio-économiques du gouvernement fédéral favoriseront une meilleure intégration de chacun sur le marché du travail.

Mais c'est en matière de répression que le MR a développé tout un dispositif de mesures contre le radicalisme (qui recoupent en partie celles du CDH) : punir la participation à certains conflits étrangers ; étendre les possibilités de déchéance de nationalité belge en cas de condamnation pour infractions terroristes ou interdire l'accès au territoire belge ; retirer le statut de réfugié ou de demandeur d'asile ou le permis de séjour à ceux qui ont commis des actes terroristes ; refuser de délivrer un passeport ou révoquer des documents de voyage s'il y a des soupçons d'actes menaçant notre sécurité ; suivre les personnes revenant de zones de conflit dans un contexte de radicalisation ; mettre en place des *« patrouilles anonymes pour combattre le contenu radicalisé et haineux djihadiste sur Internet »* ; être attentif à la radicalisation dans les prisons.

MA.D.

**Elio Di Rupo :**
« Se donner les moyens »

Elio Di Rupo voit lui aussi d'*« un avant et un après Charlie »* - lire ci-dessus. Le PS prendra sa part, notamment via les gouvernements wallon et bruxellois, dans l'accentuation de la lutte contre le radicalisme. Message : *« Le PS est prêt à soutenir les initiatives que prendra le gouvernement de Charles Michel pour encore améliorer la sécurité des citoyens, mais reste persuadé qu'il ne faut pas brader nos droits et libertés en donnant raison aux terroristes. »* Après le message, la mise au point : *« Si l'on veut lutter contre le radicalisme, il est nécessaire d'en donner les moyens aux services qui en ont la charge, or que fait le gouvernement fédéral, au-delà des grands discours ? Diminution de 17 % du budget de l'Ocam, l'organe de coordination pour l'analyse de la menace ; plus de 80 millions d'économies sur la police fédérale pour 2015 ; suppression des moyens de la politique des grandes villes qui finançaient des projets de prévention dans les communes... »*. Message, mise au point, et propositions : *« C'est aussi en amont qu'il est nécessaire d'accroître les efforts, en premier lieu au niveau local. Lorsque nous étions aux responsabilités, nous avons soutenu le développement du projet « CoPPRA », qui aide les policiers sur le terrain à être attentifs aux signes de radicalisation ; favorisé l'engagement de référents "radicalisme" dans les communes ; organisé en réseaux les services de prévention des villes concernées, il faut poursuivre dans cette voie. »* Rudi Vervoort réunira sous peu les grandes communes bruxelloises en vue d'une réponse partagée à cet égard. Et Laurette Onkelinx appelle, elle, à un *« Pacte national »* liant acteurs politiques et associations projetés dans l'après-Charlie.

D.CI



Benoît Lutgen : « Un devoir de lucidité »

Le président du CDH l'affirme : *« Il y a un devoir de lucidité par rapport à l'évolution de la société en général et au fait que certains ne partagent pas les valeurs de liberté, de tolérance, de respect. Peut-être cette dimension n'a-t-elle pas été suffisamment prise en compte dans le monde politique. »* Benoît Lutgen souhaite dès lors *« profiter de ce moment fort et fragile »* pour agir tant sur la prévention que la répression. Mais *« les débats seront difficiles car, en matière de sécurité, il faut bien placer le curseur, entre efficacité et liberté. »* Et il regrette la réduction importante des moyens de la police et de la justice décidée au fédéral. Outre la sécurité, le CDH veut *« une réponse à long terme, en matière d'éducation, sur le respect absolu de nos valeurs fondamentales, que ce soit dans le parcours scolaire ou le parcours d'intégration, avec un mode d'emploi de la vie en société »*. Le CDH est favorable à *« la création d'un cours de citoyenneté et d'histoire des religions dès le plus jeune âge »*, comme prévu par le gouvernement francophone. En matière de lutte contre le terrorisme, il a déposé trois propositions de loi visant à : interdire de partir combattre en Syrie et en Irak, sous peine de prison et/ou d'une déchéance de la nationalité ; étendre la déchéance de nationalité aux nouvelles infractions terroristes (dont l'incitation et le recrutement) ; organiser une procédure rapide de retrait des documents d'identité des personnes soupçonnées de vouloir rejoindre un groupe terroriste. Enfin, le CDH souhaite que soient suivis sur internet *« tous les comportements délictueux, singulièrement les appels à la haine religieuse et à l'enrôlement »*.

M.A.D.



Olivier Deleuze : « Il y a une insuffisance crasse »

Pour les verts, Olivier Deleuze appelle à une sorte de nouveau départ, car – et c'est le cœur de son raisonnement – *« nous sommes désormais dans l'après-Charlie, autre chose, un autre monde, et plus du tout dans ce que l'on pourrait appeler la politique des petits pas, s'agissant notamment des moyens affectés à telle ou telle politique dans le passé »*. Le secrétaire fédéral d'Ecolo tranche : *« En somme, on repart à zéro, en tout cas ça ne m'intéresse pas de dire "c'est la faute à qui", car "c'est la faute à tout le monde" »*. Repartir, donc. Sur deux plans *« d'égale importance »* : la prévention, la sécurité, *« et dans ces deux domaines, il y a une insuffisance crasse »*, souligne Olivier Deleuze. *« Sûrement en termes d'éducation, d'emploi, de cohésion sociale, d'engagement contre la constitution de ghettos dans nos villes »*, pour ce qui concerne les politiques de prévention et d'intégration. Olivier Deleuze ponctue à cet égard : *« Souvent, on affiche les bonnes intentions, mais ce qui manque cruellement, ce sont les moyens financiers pour les mettre en œuvre concrètement, je pense par exemple, parmi d'autres choses, aux efforts en formation, à l'apprentissage de la langue par les populations d'origine étrangère »*. Quant au volet sécuritaire : *« Dans ma commune, Boitsfort, on me dit que des personnes sont surveillées, bien, et après ? En fait, eu égard à celles et ceux qui ont pris part à des conflits au Moyen-Orient ou ailleurs, il faut mieux hiérarchiser les problèmes, établir des priorités »*. Ecolo, dans l'opposition à tous les étages de la maison Belgique, dispo pour prendre part aux discussions ayant trait à la lutte contre le radicalisme ? *« Absolument, oui »*.

D.CI